



Communiqué de presse

Lucerne, le 23 septembre 2020

Via sicura – Échange d'idées entre le monde politique et les organisations feux bleus

FSFP - Lors de la session d'automne 2020 du Parlement, l'intergroupe parlementaire Police & sécurité et une délégation de la Fédération suisse des sapeurs-pompiers ont invité les parlementaires à un échange d'idées sur les dispositions de Via sicura. Ensemble, ils ont expliqué les incertitudes principales que contient Via sicura.

Moins de morts et de blessés sur les routes suisses, tel était et reste l'objectif des mesures Via sicura. Les corrections apportées à la législation sur la circulation routière LCR étaient et sont sans aucun doute un pas dans la bonne direction. Malheureusement, cependant, il existe encore une grande incertitude parmi les organisations feux bleus en ce qui concerne le comportement à avoir pendant les courses d'urgence, situation qui a été aggravée par la pratique actuelle du Tribunal fédéral - même après la modification apportée à l'art. 100.4 LCR en 2016. La question urgente se pose maintenant de savoir si l'article de la LCR en question a toujours un sens sous cette forme.

La séance d'information de l'intergroupe parlementaire Police & sécurité et de la délégation de la fédération suisse des sapeurs-pompiers a permis de démontrer aux politiciens la signification précise et le type de contraintes que le changement de législation a entraînés.

En tant qu'intervenants, M. Laurent Wehrli, conseiller national PLR vaudois et président de la Fédération suisse des sapeurs-pompiers a présenté l'avis de son organisation et M. Damian Meier, commandant de la police du canton de Schwyz et membre de la CCPCS, a communiqué son propre avis.

En collaboration avec les organisations feux bleus, l'intergroupe parlementaire Police & sécurité s'emploie à faire en sorte que les dispositions Via sicura soient modifiées afin que les policiers et tous les autres membres des organisations feux bleus puissent se concentrer sur leur vraie mission: protéger la population. On doit empêcher que les collaborateurs de ces organisations risquent une condamnation à une peine de prison simplement pour avoir fait leur travail.

Pour de plus amples informations :

- Français: Emmanuel Fivaz, Vice-président FSFP, Tel. 079 796 33 89
- Deutsch: Max Hofmann, Generalsekretär VSPB, Tel. 076 381 44 64



DE

FR